

États Généraux de la Santé et de la Protection Sociale



sur placedelasante.fr



Ce que **les citoyens**

et les professionnels de santé

et de l'accompagnement



disent de la santé

et de la protection

sociale

Analyse des résultats
de la consultation en ligne
du 17 novembre 2025
au 17 février 2026

Les chiffres clés

76 873 participants

dont



64 090
citoyens



12 783 professionnels de santé
et de l'accompagnement

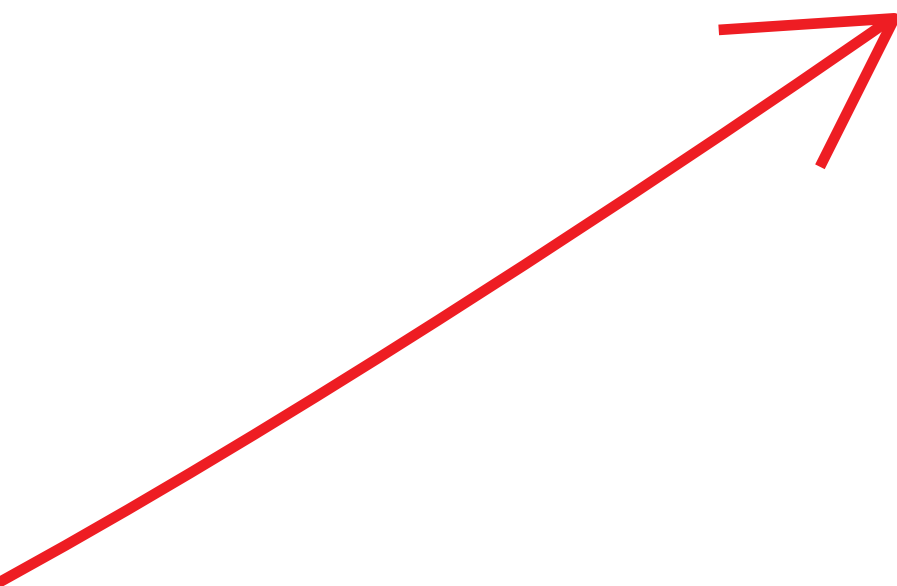
pour



405 007
verbatim



2 293 418
réponses partagées





Construire ensemble le futur de notre protection sociale

La phase de consultation des États généraux de la santé et de la protection sociale lancée en novembre dernier s'est achevée sur un constat clair : **les citoyens et les professionnels de santé et de l'accompagnement se sont pleinement saisis de l'espace qui leur était donné pour prendre la parole.**

Par leur nombre d'abord – près de **80 000 participants**, plus de deux millions de réponses aux questions, plus de 400 000 verbatims –, ils ont démontré que la santé et la protection sociale demeurent au cœur de leurs préoccupations. Par la qualité de leurs réponses ensuite : précision des analyses, compréhension des enjeux, propositions argumentées.

A travers leurs réponses, nos concitoyens ont révélé une approche apaisée et constructive des enjeux rencontrés par notre protection sociale. À la clé, une multiplicité de propositions, fondées sur une **expérience intime** et personnelle du **système de soins**.

Les citoyens et les professionnels ont **formulé des propositions** sur une diversité de sujets comme l'accès aux soins ou la prévention, mais également sur des déterminants complexes du système : financement, organisation, répartition des rôles entre les acteurs... et de nombreux signaux indiquent une convergence des préoccupations.

Plus encore, certains résultats déjouent des idées reçues. Alors que le débat public laisse parfois croire à une défiance généralisée et à un individualisme exacerbé des citoyens, **l'adhésion à notre modèle de protection sociale est massive** : plus de neuf répondants sur dix s'y déclarent attachés. Solidarité, égalité, universalité : ces principes demeurent structurants, constitutifs d'une véritable fierté française et du socle de notre cohésion sociale.

Si l'attachement au modèle est fort, les attentes vis-à-vis du système le sont aussi, notamment concernant sa simplification et son efficience. À rebours de certains partis pris médiatisés, les propositions d'exclusion ou de restriction drastique de la protection sociale pour certaines populations apparaissent ainsi marginales. Les priorités exprimées sont ailleurs : accès aux soins, réduction des délais d'attente, refus d'une médecine à deux vitesses, chasse au gaspillage et à la fraude, virage préventif, reconnaissance des professionnels, maîtrise des dépenses.

De quoi faire vivre le débat, avec intelligence et exigence, dans les prochains mois.

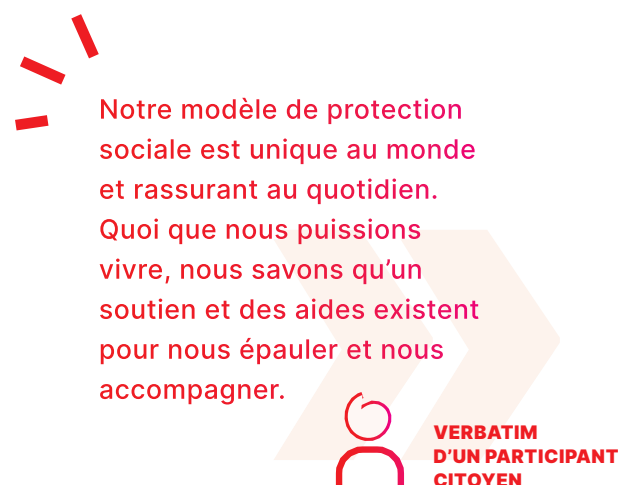


1. Protection sociale : un modèle qui fait notre fierté, mais un système à réformer

Lorsque l'on demande aux citoyens et aux professionnels de santé et de l'accompagnement s'ils sont attachés à notre protection sociale, le résultat est sans appel : **93 % des citoyens et 9 professionnels sur 10** s'y disent « attachés » ou « fortement attachés ». Ils placent toujours **les valeurs de solidarité et d'égalité** comme un idéal vers lequel tendre, 80 ans après la création de la Sécurité sociale. Confortant ce choix de société, ils rejettent l'éventualité d'un modèle financiarisé. **La santé n'est pas considérée comme un bien de consommation** comme un autre. Certes, les Français disent que le système est largement perfectible, mais le socle de valeurs qu'il porte par son modèle reste un **moteur de notre cohésion sociale**.

Moins d'un Français sur dix se dit peu voire pas attaché à notre modèle de protection sociale. C'est donc une minorité au sein de laquelle les raisons de ce faible attachement sont elles-mêmes fragmentées : certains trouvent que le système coûte trop cher, d'autres qu'il permet trop d'abus, quand certains souhaiteraient en exclure certaines populations (notamment les étrangers). A l'heure où certaines de ces idées structurent parfois le débat public, elles sont en réalité très marginales dans la population générale.

Ainsi, ce modèle qui protège, qui garantit à tous une protection universelle face aux aléas de la vie reste collectivement perçu comme une fierté et une spécificité française.



Au niveau national, prioriser les combats et gagner en efficience

Malgré un fort attachement au modèle et des priorités partagées, les citoyens et les professionnels de santé et de l'accompagnement trouvent le système largement perfectible.

→ L'ACCÈS AUX SOINS DE QUALITÉ POUR TOUS ET LA RÉDUCTION DES DÉLAIS D'ATTENTE : DEUX CONDITIONS DE L'ACCEPTABILITÉ SOCIALE DU MODÈLE

Citoyens et professionnels se retrouvent sur **deux priorités** : **permettre un accès aux soins de qualité à tous et réduire des délais d'attente** pour une consultation ou une intervention. Selon eux, ces deux priorités sont au fondement de notre « sécurité sociale ». Pour atteindre ces objectifs, ils souhaitent que soient activés en priorité **des leviers différents mais complémentaires**. Pour les citoyens, **la réduction des délais d'attente** pour une consultation ou une **intervention (53 %)** et **l'accès**

à des soins de qualité pour tous (50 %) sont les deux priorités qui se détachent clairement des autres. **La réduction du déficit de la Sécurité sociale (30 %)** est également perçue comme importante car elle doit permettre de rendre le système globalement plus soutenable.

Pour les professionnels, **la réduction des délais d'attente** pour une consultation ou une intervention **(43 %)** et **l'accès aux soins de qualité pour tous (47 %)** sont prioritaires. **L'attractivité et la revalorisation des métiers** des secteurs sanitaire, social et médico-social **(47 %)** est placée à un même niveau de priorité, condition d'un accompagnement et de conditions de travail de qualité.

Chiffres clés

**93 % des citoyens
et 90 % des professionnels**

**se disent attachés au modèle
de protection sociale**

→ REVOIR L'ORGANISATION DU SYSTÈME POUR GAGNER EN EFFICIENCE

Pour faire de ces priorités une ambition réalisable, citoyens et professionnels se déclarent globalement prêts à **des évolutions organisationnelles** : s'assurer que le dossier médical soit partagé et tenu à jour, renforcer le partage de compétences entre professions de santé, recentrer les hôpitaux sur les actes complexes pour désengorger les urgences.

Certains souhaitent aller plus loin en **simplifiant et en réduisant les tâches administratives**, notamment dans la gestion des hôpitaux. A ce titre, selon les professionnels, l'intelligence artificielle pourrait être vectrice d'opportunités pour aider au diagnostic médical, améliorer la coordination entre professionnels et optimiser la gestion hospitalière et logistique.

Trouver un praticien ou une praticienne pour une urgence médicale ou dentaire relève du parcours du combattant. On nous oriente systématiquement vers les urgences de l'hôpital : cela les encombre, oblige à attendre des heures. Le manque de personnel et de lits est criant.



VERBATIM
D'UN PARTICIPANT
CITOYEN

Arrêter d'ajouter des contraintes administratives aux professionnels de santé et simplifier, voire supprimer celles qui existent afin de leur laisser le temps de soigner et d'éviter qu'ils n'abandonnent leur profession sous le poids de cette charge administrative.



VERBATIM
D'UN PARTICIPANT
PROFESSIONNEL

Au niveau local, renforcer la proximité humaine et fluidifier les parcours

Dans leurs expressions, les citoyens et les professionnels conviennent que **la santé et l'accompagnement s'incarnent d'abord sur les territoires**, dans un lien de proximité. Néanmoins, l'absence d'accès à un professionnel ou le fait que certains territoires ne soient pas aussi bien armés pour accompagner les populations dans la durée crée des difficultés.

→ PRÉSERVER LA RELATION HUMAINE ET DE CONFIANCE ENTRE PROFESSIONNELS ET CITOYENS...

Entre citoyens et professionnels de santé et de l'accompagnement, **la relation de proximité et de confiance est très forte**, particulièrement avec le médecin traitant. Elle contribue à la fois à rassurer et à trouver des réponses en cas de problème de santé.

Cette confiance et **le rôle central du médecin traitant** dans les parcours de soins et d'accompagnement sont aussi une véritable **source d'inquiétude** des citoyens lorsqu'ils n'en trouvent pas. Sans lui, c'est l'ensemble du système de santé qui semble inaccessible.



→ ...MAIS RENFORCER LA COORDINATION ENTRE LES PROFESSIONNELS POUR RÉDUIRE LES DÉLAIS D'ATTENTE ET LE NON-RECOURS

Si la qualité ou la compétence des professionnels est très rarement remise en cause, la difficulté de trouver un rendez-vous est critiquée par les citoyens, donnant parfois le sentiment d'**une médecine de moins en moins accessible** :

→ A travers **l'absence d'accès à un médecin traitant** et une **impossibilité d'obtenir un rendez-vous avec des spécialistes** ;

→ **Géographiquement**, à travers la problématique des **déserts médicaux** et là où le besoin d'accompagnement d'une situation particulière s'est parfois heurté à un manque de suivi ;

→ **Financièrement**, à travers le sentiment d'une progression d'une « **médecine à deux vitesses** » (où il faudrait payer plus cher pour être soigné rapidement). C'est notamment le cas dans des déserts médicaux où l'offre disponible est parfois majoritairement hors « secteur 1 », avec un **reste à charge plus élevé qu'ailleurs**.



Les remboursements couvrent de moins en moins les dépenses qui elles restent nécessaires. De plus, beaucoup de domaines sont très mal ou pas remboursés du tout.



VERBATIM
D'UN PARTICIPANT
CITOYEN

En substance, on peut y lire la forte attente d'avoir un meilleur accès à ces professionnels et qu'ils se coordonnent ensemble sur le territoire pour faciliter l'accès aux soins et éviter les pertes de chances.

Questionnés sur le sujet pour améliorer la permanence de l'accès aux soins et de l'accompagnement, les professionnels jugent quant à eux prioritaire de **développer les maisons médicales de garde** ou des services d'accompagnement ouverts le soir et le week-end mais aussi de **mieux rémunérer les professionnels** qui assurent ces permanences.



Zoom sur...

Lorsque l'on invite les citoyens à évoquer un moment où ils se sont **sentis pleinement soutenus** dans leur parcours de soins ou d'accompagnement, leurs réponses mettent d'abord en lumière le rôle central de leur **médecin traitant ou généraliste (22 %)**. Elles soulignent ensuite l'importance de moments-clé de leur vie ou de leur parcours de santé, notamment à **l'hôpital public (14 %)**, ou encore au cours d'une **intervention chirurgicale (12 %)**.

2. Agir sur le temps long pour assurer la pérennité du système

Face à ces constats et pour rendre notre système de protection sociale soutenable, citoyens et professionnels appellent à **des actions immédiates**. Néanmoins, ils sont aussi conscients que, sur certains sujets, il est essentiel de structurer **des réponses de long terme**. Ainsi, l'importance de la pluriannualité en santé prend ici tout son sens.

À court terme prendre soin de ceux qui prennent soin et maîtriser les dépenses

Citoyens et professionnels partagent la finalité de notre protection sociale : un modèle solidaire et qui promeut l'égalité. Pour y parvenir dès les prochaines années, les professionnels jugent essentiel de revaloriser leurs métiers pour favoriser la fidélisation et la qualité de vie au travail. Les citoyens pensent qu'il faut d'abord trouver des leviers d'économies pour rétablir un équilibre dans les comptes de la Sécurité sociale.

→ PROFESSIONNELS DE SANTÉ ET DE L'ACCOMPAGNEMENT : PRENDRE SOIN DE CEUX QUI PRENNENT SOIN

Dans cette consultation, les professionnels décrivent plusieurs phénomènes déjà largement partagés :

→ **Une dégradation des conditions de travail** : manque de moyens humains et financiers, surcharge de travail, manque de temps et travail accompli dans l'urgence, etc.

→ **Un manque de valorisation de leurs métiers** : manque de reconnaissance, rémunération peu adaptée aux réalités, etc.

→ **Des contraintes organisationnelles** qui compliquent le travail au quotidien : lourdeur administrative et bureaucratique en particulier.

Selon les professionnels, sans soutien des professions de la santé et de l'accompagnement, le système continuera à éprouver des difficultés grandissantes.

→ CITOYENS : MAÎTRISER LES DÉPENSES ET LUTTER CONTRE LE GASPILLAGE

La question du financement de la protection sociale constitue une **préoccupation** pour les citoyens. Ils souhaitent privilégier nettement **la maîtrise des dépenses** (74% des citoyens et 63% des professionnels), notamment par **la lutte contre la fraude** (un contrôle plus rigoureux et des sanctions plus sévères).

Chiffres clés

**74 % des citoyens
et 63 % des professionnels**
pensent prioritaire de maîtriser
les dépenses

Selon les citoyens, cette dernière peut également être vue comme un moyen d'augmenter les financements en santé. **L'éducation thérapeutique des patients** ou encore une action **contre la surconsommation de soins et de médicaments** sont vues comme des évolutions contribuant à mieux maîtriser les dépenses. La réduction du déficit revient, en tant que telle, assez peu dans les réponses aux questions ouvertes.

Le manque de moyens humains conduit les professionnels à exercer leurs missions dans un contexte dégradé, ce qui génère des dissonances, un sentiment d'insatisfaction et/ou de frustration, une perte de sens et engendre un turn-over des professionnels au sein des organisations.



VERBATIM
D'UN PARTICIPANT
PROFESSIONNEL





Zoom sur...

5 exemples concrets pour réduire les dépenses selon les citoyens et les professionnels :

1. Mieux contrôler les fraudes
2. Délivrer les médicaments à l'unité
3. Rendre visible le coût réel des soins
4. Renforcer la prévention
5. Renforcer les contrôles des arrêts maladie

En parallèle, les citoyens considèrent prioritaire **d'augmenter le budget** consacré à la santé plutôt que celui d'autres politiques publiques, de réduire les exonérations de cotisations sociales et **d'augmenter la taxation des profits en santé** pour redonner des marges de manœuvre financières au système.

À long terme sortir du modèle curatif et s'astreindre à préparer les transitions

→ LA PRÉVENTION, UN SOUS-INVESTISSEMENT ANACHRONIQUE AVEC LES ATTENTES CITOYENNES

Pour les citoyens comme pour les professionnels, la **prévention** doit être davantage considérée **comme stratégique** pour un système de santé efficace et durable, en **se décentrant du modèle curatif actuel**.

Selon les professionnels, la première action à mettre en œuvre pour favoriser la prévention est d'encourager l'activité physique (**22 %**), devant la promotion de la santé mentale et le bien-être (**14 %**) et une alimentation saine et durable (**12 %**).

Chiffres clés

87 % des citoyens reconnaissent
l'impact de **l'environnement**
sur la santé

Enfin, les citoyens reconnaissent massivement l'impact de l'environnement sur la santé (**87 %**). Sur ce sujet, lorsqu'on les questionne sur les actions prioritaires à mener, ils évoquent spontanément **la lutte contre la pollution, les pesticides et les perturbateurs endocriniens (72 %)** et moins l'atténuation ou l'adaptation au dérèglement climatique (propagation des maladies vectorielles, adaptation aux vagues de chaleur, etc.).

Pour autant, 1 professionnel sur 4 pointe l'importance d'accompagner individuellement les patients pour favoriser la prévention. Les citoyens sont également 1 sur 4 à évoquer spontanément la prévention dans leurs idées pour améliorer le système de santé et de protection sociale, et cela dans toutes ses dimensions (alimentation, lutte contre les pesticides, conditions de travail, activité physique, etc.).



Il faut faciliter la participation
des professionnels libéraux
aux actions collectives
de prévention (dépistage,
vaccination, ETP,
actions d'information...)
en les finançant.



VERBATIM
D'UN PARTICIPANT
PROFESSIONNEL

Pourtant, la réduction des impacts environnementaux sur la santé arrive en dernière position des priorités citoyennes dont les pouvoirs publics devraient se saisir immédiatement.



Zoom sur...

Le Top 5 des outils des professionnels pour renforcer la prévention :

1. Des consultations et conseils individualisés dédiés à la prévention
2. Une éducation thérapeutique
3. Le bilan personnalisé (bilan médical, suivi régulier)
4. Des actions d'information à l'école
5. Des dépistages systématiques

→ SANTÉ MENTALE : TÔT OU TARD TOUS CONCERNÉS

Dans la consultation, la question qui portait sur la santé mentale est celle qui a reçu le plus de réponses, en particulier de la part des plus jeunes et des femmes. Les **15-29 ans** souhaitent **faciliter l'accès aux spécialistes et à un remboursement des consultations**, alors que **les 30-44 ans** abordent le sujet sous l'**angle du travail et du bien-être professionnel**. **Les moins de 44 ans** soulignent **l'importance de renforcer l'information et la prévention en santé mentale et de déstigmatiser les troubles psychologiques**.

Cette forte expression citoyenne traduit une sensibilisation grandissante du grand public à ce sujet, sans pour autant être considéré comme une priorité immédiate pour les pouvoirs publics. Par ailleurs, la diversité des réponses selon les âges montre que tôt ou tard, la santé mentale concerne chacun de nous.



Il faut renforcer la détection des troubles de santé mentale, déstigmatiser les personnes atteintes de troubles psychiques, former davantage de secouristes en santé mentale, améliorer les conditions de travail dans les entreprises et les administrations...



VERBATIM
D'UN PARTICIPANT
PROFESSIONNEL



→ LA PERTE D'AUTONOMIE, UN IMPENSÉ ET UN IMPENSABLE CITOYEN POURTANT À PRÉPARER

Une grande majorité des citoyens se dit peu ou pas du tout préparée face à la perte d'autonomie (73 %), partageant pour beaucoup la difficulté de s'y projeter ou même de l'envisager. Lorsque le sujet est évoqué, les citoyens disent **manquer d'informations ou de visibilité sur les dispositifs existants**, et d'autres expriment un **frein psychologique**.

Pourtant, citoyens et professionnels sont largement favorables à l'instauration d'une couverture prévoyance obligatoire pour la population (respectivement 68 % et 74 %).

Chiffres clés

73 % des citoyens se sentent peu ou pas du tout préparés face à la **perte d'autonomie**

C'est une situation à laquelle on ne se prépare pas tant qu'on n'y est pas confronté, même si l'expérience de nos parents nous donne à réfléchir.



VERBATIM
D'UN PARTICIPANT
CITOYEN



Zoom sur...

Les solutions préconisées par les professionnels :

1. Soutenir les métiers de l'autonomie (augmentation du nombre de professionnels, plus de formation, etc.) : **71 %**

2. Renforcer la prévention de la perte d'autonomie (activité physique adaptée, nutrition, etc.) : **63 %**

3. Lutter contre l'isolement en favorisant le lien social à domicile et en établissement : **63 %**

Les aidants familiaux, dans les situations de grand âge comme de handicap, apparaissent comme **indispensables** et pourtant insuffisamment soutenus. En matière d'accompagnement et de prise en charge du **handicap**, le **renforcement de l'accès à l'emploi** et la **facilitation de l'accès aux droits et aux prestations** sont également les priorités des répondants.



Le Top 5 des idées pour agir dès maintenant

1 Développer la prévention

(augmenter le taux de dépistages, promouvoir les consultations dédiées, etc.).

2 Mieux contrôler les fraudes

(augmenter les pénalités, renforcer les contrôles des professionnels dans la prescription des actes, renforcer la sécurité de la carte Vitale et lutter contre les abus, etc.).

3 Augmenter les effectifs et la formation initiale et continue des professionnels de santé et de l'accompagnement

(supprimer les quotas de places en filières de santé, recruter davantage de personnels soignants et accompagnants, etc.).

4 Informer et accompagner les citoyens

(lutter contre la « bobologie », la surconsommation de soins, etc.).

5 Renforcer l'accès aux soins pour tous

(lutter contre les déserts médicaux, accès à des soins de proximité, développer des maisons et centres de santé sur tout le territoire, lutter contre les dépassements d'honoraires, etc.).



Le Top 5 des vœux et espoirs pour les générations futures

1 Préserver notre modèle de protection sociale

(faire perdurer le système, faire bénéficier les générations futures d'un accès à la santé pour toutes et tous, etc.).

2 Faciliter et améliorer l'accès aux soins partout, pour toutes et tous

(fin des déserts médicaux, accès aux soins pour tous, etc.).

3 Préserver et respecter l'environnement pour réduire l'impact sur la santé

(prendre soin de l'environnement, réduire la pollution, lutter contre le dérèglement climatique, etc.).

4 Renouer avec les valeurs fondatrices : égalité, solidarité, justice sociale

(plus d'entraide, plus de solidarité intergénérationnelle, moins d'inégalités, etc.).

5 Développer la prévention

(augmenter le nombre d'actions de prévention auprès des citoyens et notamment des jeunes publics, à l'école, et augmenter les moyens dédiés, etc.).



Qui sont celles et ceux qui ont participé à la consultation ?

Les chiffres clés

76 873 participants

dont



64 090 citoyens



12 783 professionnels de santé et de l'accompagnement

pour



405 007 verbatims



2 293 418 réponses partagées

64 090 citoyens

Genre



50 % femmes

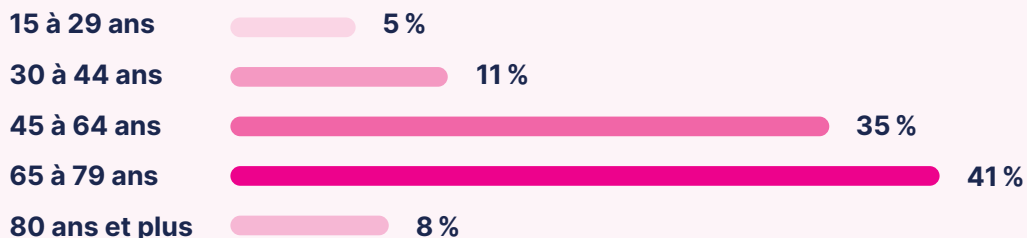


49 % hommes



1 % non-binaires

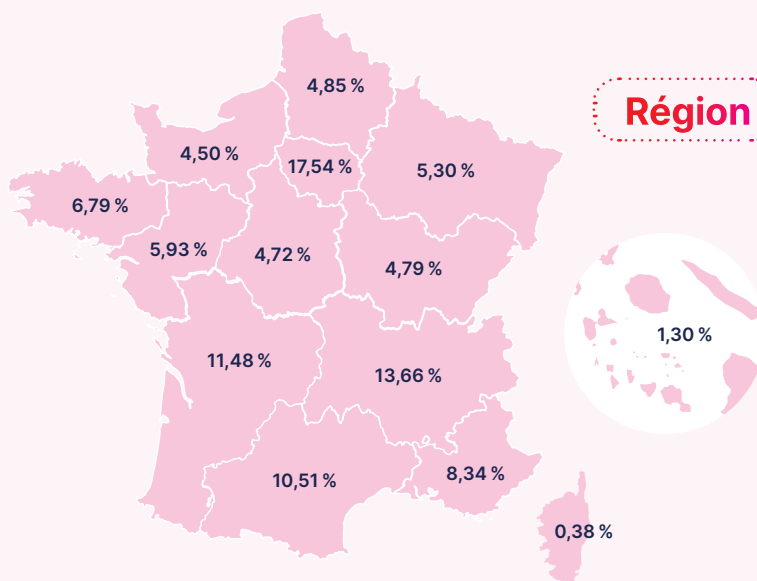
Âge



Typologie de territoire

Moins de 2 000 habitants : 19,64 %
De 2 001 à 5 000 habitants : 17,04 %
De 5 001 à 20 000 habitants : 23,2 %
De 20 001 à 50 000 habitants : 14,21 %
De 50 001 à 200 000 habitants : 16,04 %
Plus de 200 000 habitants : 9,87 %

Région



12 783 professionnels de santé

Genre



69 % femmes



30 % hommes



1 % non-binaires

Secteur d'activité

Sanitaire
74 %

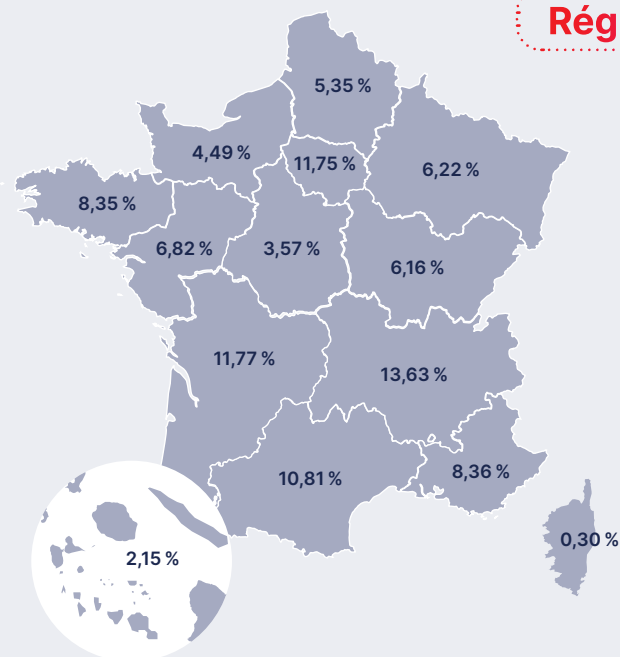
Médico-social
16 %

Social
10 %

Typologie de territoire

- Moins de 2 000 habitants : 8,43 %
- De 2 001 à 5 000 habitants : 13,91 %
- De 5 001 à 20 000 habitants : 24,38 %
- De 20 001 à 50 000 habitants : 15,61 %
- De 50 001 à 200 000 habitants : 21,56 %
- Plus de 200 000 habitants : 13,13 %
- Sur plusieurs territoires : 2,99 %

Région



Les États généraux de la santé et de la protection sociale :

une démarche en 3 grandes étapes pour aboutir à des solutions systémiques, concrètes et partagées



1

La consultation

17 novembre 2025 au 17 février 2026

Les citoyens et les professionnels de santé et de l'accompagnement répondent au questionnaire en ligne pour faire part de leur avis sur le système de santé et de protection sociale.

2

La co-construction

Mars à juin 2026

Toutes les réponses sont compilées et analysées, puis étudiées lors d'ateliers territoriaux, de groupes de travail nationaux et d'une convention démocratique pour co-construire des solutions adaptées

→ Ateliers territoriaux

Enrichir des propositions avec la vision de tous les acteurs et des particularités locales.

À partir de la restitution des diagnostics et des attentes exprimées par les répondants à la consultation, des ateliers territoriaux réunissant acteurs locaux du système de santé et de protection sociale visent à :

- **Créer un espace de dialogue** entre acteurs territoriaux de la santé et de la protection sociale ;
- **Approfondir les résultats** de la consultation en partant des réalités de terrain ;
- **Co-construire des propositions** concrètes adaptées aux spécificités locales.

→ Groupes de travail nationaux

Approfondir les propositions avec des experts et acteurs de la santé et de la protection sociale

En complément des ateliers territoriaux, des groupes de travail nationaux réunissent des experts, des représentants du collectif des États Généraux, des acteurs engagés avec les objectifs de :

- **Apporter une expertise approfondie** sur les enjeux systémiques et transversaux ;
- **Structurer des propositions cohérentes** à l'échelle nationale ;
- **Contribuer à la formalisation d'un projet global**, soutenable et partagé.

→ Convention démocratique pour tester l'acceptabilité sociétale des points les moins consensuels

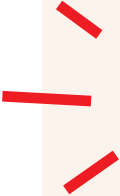
Composée de 50 citoyens tirés au sort parmi des milliers de citoyens volontaires, en s'assurant d'un équilibre d'âge, de genre, de catégorie socioprofessionnelle et de répartition territoriale, cette convention vise à définir les conditions de l'acceptabilité sociétale des propositions qui font le plus débat.

3

La convergence

Été à automne 2026

L'ensemble des solutions concrètes est croisé, regroupé et arbitré par le collectif des États Généraux pour alimenter un livrable final rendu public et ayant vocation à nourrir les décideurs en prévision des futures échéances électorales.



Zoom sur la méthode

→ Comment était conçue la consultation ?

La consultation a été conçue sur la base de **deux questionnaires distincts**, l'un destiné aux citoyens, l'autre aux professionnels de santé et de l'accompagnement.

Chaque questionnaire a intégré une segmentation **socio-démographique** (genre, âge, région, taille de la commune) permettant d'enrichir l'analyse des résultats. Le questionnaire était composé de **questions fermées** pour prioriser les enjeux et de **questions ouvertes** pour permettre aux répondants de s'exprimer librement. Ainsi, les participants ont-ils pu partager leurs **expériences concrètes**, préciser leurs attentes et proposer **leurs idées** pour améliorer notre système de santé et de protection sociale.

→ Comment les réponses ont-elles été analysées ?

La méthode d'analyse des **questions ouvertes** reposait sur un travail de classification des contributions s'appuyant sur un **algorithme de traitement du langage naturel**, systématiquement vérifié et validé par des analystes.

Un **groupe de suivi** composé **d'experts du système de santé** et de protection sociale a supervisé ces travaux, afin de garantir la robustesse et la neutralité des enseignements présentés dans ce document. Des **IA génératives** ont également été utilisées pour enrichir l'analyse par des croisements thématiques et comparés entre profils pour identifier les idées rares et novatrices.





États Généraux de la Santé et de la Protection Sociale



sur placedelasante.fr

Retrouvez les informations
sur la démarche sur

WWW.PLACEDELASANTE.FR

